

# Duchever.

## Section A. 1<sup>re</sup> Année.

Organisation administrative . . . 4½  
Matières administratives . . . 5  
Finances . . . 4  
Legislation civile comparée . . . 3

## II<sup>e</sup> Année.

Organisation administrative . . . 4½  
Matières administratives . . . 5  
Finances . . . 4½  
Histoire constitutionnelle (Cours)  
" " " (Conf.)  
Histoire parlementaire . . . 3½

Anglais

## Travaux.

Pour M<sup>r</sup> de Foville . . . 5½  
Pour M<sup>r</sup> L. Pavasson de Précourt . . 5

## Compositions.

Pour M<sup>r</sup> Alix . . . 4½  
Pour M<sup>r</sup> de Foville . . . 5½

---



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1882.

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative.

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varasseur de Trécourt.

M. Duchevet élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 4 1/2

## OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Le Varasseur de Trécourt

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Alij

M Duchere élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

Bien

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin 1882*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Finances*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Forville*

M.

*Duchet*

élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*de Forville*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Législation civile comparée*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Glasson*

M *Duchevet*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *3*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Vasseur de Trévourt

M.

Ducheret

élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

4 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Vasseur de Trévourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*Juin*

188 *2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Matières administratives.*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Alij.*

M

*Ducheret*

élève de *2* année.

NOTE :

*Bien*

OBSERVATIONS

*Un peu faible - en peu trop sur les détails -  
= mais satisfaisant.*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Alij*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Finances*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Forville*

M.

*Duchenev*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*de Forville*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire parlementaire*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Charmes*

M *Ducheret* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *3 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*Charmes*

Dry Cornishman -  
Indonesian Pa-  
cific Ocean =  
the Pacific =  
North Atlantic  
Ocean =  
Pacific Ocean =  
Pacific Ocean =  
Pacific Ocean =

Rapport du maire au Conseil Municipal

Nous avons d'abord à nous occuper du Domaine  
A la commune. En nous séparant de la commune B  
nous avons emporté avec nous tous les biens  
que nous y possédions en propre comme sections  
et les édifices affectés aux services publics qui reposaient  
sur notre territoire. L'indemnité qu'il nous a fallu  
payer à notre ancienne commune prouve cette part  
de notre Domaine sur laquelle elle avait des droits  
aura été notre première dette.



ebais maintenant nos bonnes maîtres de nos  
biens. Nous n'avons plus qu'à les dénombrer & à  
en fixer le mode d'emploi & de gestion. Parmi ces  
biens nous affecterons les uns aux services publics  
et nous garderons les autres dans notre domaine privé.

Les premiers ne nous rapporteront rien, mais ils  
rempliront les charges que nous impose la loi & les  
autres seront productifs de revenus. C'est à nous  
à les administrer sagement, à les donner à loyer  
ou à ferme.

Malheureusement les revenus de notre domaine, même  
augmentés des produits de nos capitaux seront insuf-  
fisants à alimenter notre budget. Il nous faudra  
donc recourir à l'impôt. Nous avons, d'abord,  
la ressource des centimes additionnels ordinaires. Nous  
en avons d'autres dont je désire que nous fassions  
modérément usage : les centimes extraordinaires,  
l'emprunt - C'est à nous qu'il appartient en nous  
conformant à la loi de fixer le nombre de cen-  
times additionnels dont nous voulons nous imposer,  
c'est à nous qu'il appartient d'établir les tarifs de  
différents droits municipaux : l'octroi en premier lieu,  
puisque notre population nous donne le droit de  
recourir à cette ressource - J'ai donc l'honneur de  
vous proposer à vos prochaines délibérations l'établisse-  
ment d'un octroi. Nous délibérerons sur l'établissement  
des tarifs et <sup>vous choisirons</sup> l'administration le mode de percep-  
tion qui nous semblera le plus convenable : de  
la régie simple, de la régie interprétée, de la ferme.  
Nous espérons que l'administration centrale fera bon  
accueil à notre demande d'autorisation.

Il faudra ainsi nous occuper successivement de régler  
les droits & de fixer les tarifs établis au profit des communes :  
droits de place dans les halles, foires & marchés ; droits pour  
permis de stationnement sur les rues & places ; tarifs de concep-  
sion dans les cimetières -

Même aux centimes extraordinaires & aux emprunts notre  
droit est en restreint & nous serons forcés de nous servir

Dans les limites fixées par la loi.

Quant aux biens communaux nous en réglerons le mode de jouissance, l'affouage pour les bois communaux - Cels sont avec les droits d'usage que nous possédons sur les bois de l'Etat et avec les préférences qui nous sont accordés sur certains impôts (patentes... etc) et d'autres produits de moindre importance, tels sont par ex. les revenus dont nous pourrions disposer.

Et ce ne sera pas trop, d'ailleurs, pour suffire à tous les besoins de notre budget des dépenses.

Vous savez qu'il y a des dépenses qui nous sont imposées ce sont les dépenses relatives à l'entretien de notre hôtel de ville; le papier de bureau; l'abonnement au Bulletin des lois; les frais de recensement quinquennal; les dépenses de l'Etat civil -

Etat civil -

L'Etat civil est le premier service que nous ayons à organiser. Mais ce n'est pas le plus difficile.

Recette municipale

~~Avant~~ de parler d'ailleurs nous avons énuméré nos revenus il serait bon à présent de savoir comment ils seront perçus & à qui appartiendra le moment des fonds. Ici la loi nous indique ce que nous avons à faire: si nos revenus sont à 30 000<sup>f</sup> nous avons la faculté d'avoir un receveur municipal spécial & il nous faudra organiser ce service. Dans le cas contraire, le percepteur sera chargé de la recette municipale.

Police -

Un autre service auquel il va nous falloir pourvoir sans retard est celui de la police. Il nous faudra un ou plusieurs agents & nous devons les payer. J'aurai moi-même à les nommer, puisque l'administration est confiée à moi. Mais aux ~~Municipalités~~ Municipalités que quand elles ont 40 000 habitants.

Instruction publique -

D'ailleurs les conseillers municipaux j'en ai pas besoin de vous montrer votre devoir ici. Vous savez les obligations que la loi nous impose & j'ai bien sûr certains qu'aucun d'eux n'est disposé à s'y soustraire: Personne ne marchandera de l'argent au service de l'instruction publique.

Depuis la loi de 1833 toutes les communes sont tenues



d'avoir au moins une école primaire de garçons & vous savez que cette obligation s'est aggravée : nous devons avoir aussi une école de filles. Des projets & plans & les devis vous seront présentés pour la construction de ces deux écoles. Fauteativement nous pourrions établir une école d'adultes & une salle d'asile.

Outre ces dépenses de construction & d'entretien nous devons encore contribuer au traitement des instituteurs & institutrices. Ce traitement, qui varie avec la classe de 900 à 1200<sup>f</sup> pour les instituteurs, de 700<sup>f</sup> à 1000<sup>f</sup> pour les institutrices, se compose de divers éléments :

un traitement fixe de 200<sup>f</sup> qui est à notre charge ; une part de centimes additionnels spéciaux de l'instruction publique ; une part de centimes spéciaux départementaux de l'instruction publique & la rétribution scolaire. Les ressources pour subvenir à ces besoins sont les centimes spéciaux & la rétribution scolaire. - Or, depuis la récente loi l'instruction primaire est gratuite ; en même temps elle est obligatoire : nos charges vont donc augmenter. Outre les subventions que nous pourrions solliciter si nos propres ressources sont insuffisantes nous pourrions avoir recours à la caisse des écoles : vous savez à quelles conditions modérées cette caisse nous prêterait de l'argent.

Une autre moyen d'économie enfin serait de passer marché avec une congrégation qui fournirait les maîtres à meilleur marché ~~par~~ et nous

Je, obéissant le Conseil municipal, nous n'avons que les charges sans avoir les honneurs, car le préfet n'est pas même tenu par notre avis & peut nous envoyer l'instituteur qu'il lui plaira.

Une autre question reste à régler : pouvons-nous établir une école confessionnelle pour les nombreux enfants des Alsaciens protestants qui sont venus renforcer notre population ? Nous le ferons si nos ressources nous le permettent ; sinon il faudra obtenir du Conseil départemental l'autorisation d'avoir

une école communale.

Cultes.

Cafons à présent à l'organisation du service des cultes. Mon avis à vous, Messieurs, est négatif pour la construction d'une église succursale. Je crois que le nombre de la population catholique de la commune exige cette construction. C'est nous qui devons en faire les frais; c'est à nous qu'incomberont les frais de réparations. En outre nous devons au Département le presbytère avec jardin ou une indemnité de logement. Nous devons également pour l'entretien du culte aux conseil de fabrique une indemnité, au tant du moins que celui-ci ne pourra pas se suffire à lui-même. Si nos ressources ordinaires sont insuffisantes pour couvrir la dépense de construction de l'église & du presbytère nous recourrons aux impositions extraordinaires ou à l'emprunt, ou plutôt à tous les deux à la fois: l'emprunt servira à nous procurer immédiatement les fonds que nous rembourserons avec le produit des centimes extraordinaires.

Voie.

Dans la voie nous rencontrons, Messieurs, un des services les plus importants, mais aussi les plus onéreux. La loi 21 Mai 1836 met à notre charge les chemins vicinaux également reconnus. Mais en cas d'insuffisance de nos ressources ordinaires la loi nous permet de pourvoir à l'entretien des chemins vicinaux à l'aide de prestations en nature rachetables & de centimes additionnels spéciaux en principal & quatre contributions directes. Nous nous aidons aussi par les subventions industrielles. Enfin nous pouvons emprunter à la Caisse des chemins vicinaux.

Caisse d'épargne.

Nous avons la faculté d'établir une caisse d'épargne en nous conformant à la loi pour le règlement des versements. Elle sera entretenue par les retenues sur les intérêts & les subventions que nous lui accorderons et que nous pourrions solliciter du Département.

Secours

Un autre service que nous aurons à cœur d'organiser



Dans un même but d'humanité sera le service  
des pensions pour les employés municipaux. Les  
revenus sur les traitements & les subventions que nous  
accorderons alimenteront le fonds des pensions.  
Relativement à l'assistance nous aurons à donner  
notre avis sur l'établissement d'un bureau de  
bienfaisance.

Bureau de bienfaisance

Nous devons même concourir à l'entretien de diffé-  
rents services d'assistance : à celui des enfants assistés,  
service départemental. Nous devons également  
payer les journées de nos malades dans l'hospice ou  
l'hôpital avec lequel nous nous entendrons, puisque  
nos propres ressources ne nous permettent pas  
de fonder un établissement de ce genre.

Hospices & Hôpitaux

Il nous faudra de même nous entendre avec un  
autre d'ailleurs public ou privé.

Enfin nous devons nous occuper du service des inhuma-  
tions & crémations. Le cimetière sera notre  
propriété & nous devons pour l'établir nous con-  
former à toutes les prescriptions de la loi. Nous  
le produirons & concédons sera le rétablissement  
des frais d'établissement & annuellement des frais  
de translations. En outre nous aurons, de concert  
avec la fabrique, à nous occuper du saif des  
pompes funèbres. Nous aurons également  
le droit de réglementer l'usage des cloches pour  
le service municipal. Il convient avec l'autorité  
religieuse -

Ces affaires à nous qu'il appartiendra de régler  
les tarifs des droits de foires & marchés.

~~Enfin nous aurons à nous occuper des élections -~~

J. Demandez pardon à ne pas finir ce  
travail qui m'est venu trop tôt : j'ai dû  
négliger bien les choses quant au fond & quant à  
la forme -

E. Duchesne

E. Duchesne

16 5 1/4

Le travail pourrait être  
perspicace comme fond et plus  
soigné comme forme. Mais  
il prouve que M. Duchesne  
s'est bien assimilé les principes  
généraux de la science financière.

A. D. ?

— Crédits budgétaires.

Crédits extra-budgétaires, supplé-  
mentaires, extraordinaires, com-  
plémentaires.

Nomenclature des services votés.

Mesures prises ou à prendre  
pour combattre l'abus des crédits  
extra-budgétaires —

Le budget est l'exposé de la situa-  
tion financière d'un Etat ; c'est la  
comparaison entre les recettes et les  
dépenses. Pour qu'une telle situation  
financière soit bonne il faut  
qu'il y ait équilibre entre les deux élé-  
ments de la comparaison.  
Les recettes sont votées chaque année  
par les contribuables ou ceux qui les  
représentent. C'est la plus ancienne reven-  
dication pour laquelle on doit tout d'abord  
seoir à être le maître de la somme  
qu'on consentait à abandonner. Cependant  
ce n'est pas logique & rationnellement  
il paraît qu'on aurait dû d'abord s'occu-  
per des besoins auxquels il s'agissait  
de satisfaire. La justification de l'impôt  
ne se trouve-t-elle pas dans la nécessité  
de suffire aux besoins de l'opération  
qu'on appelle Etat ?  
Mais si la préoccupation de savoir à quel  
le gouvernement faisait de l'argent qu'on



lui confierait n'est venue qu'en second  
lieu elle n'en est pas moins aujourd'hui  
le droit comme le vote des Contributions.

Nous n'avons pas ici à montrer comment  
on est arrivé peu à peu à faire recon-  
naître ce droit. Il nous suffit de  
dire que, aujourd'hui, le vote des recet-  
tes & le vote des dépenses appartiennent  
à la nation. C'est un principe de droit  
constitutionnel, ~~est même~~ incontestable  
& incontesté à absolument établi.

Dans les moeurs.

Le gouvernement ne fait donc plus  
l'emploi des revenus publics comme il  
lui semble bon. Il partage simplement  
l'initiative avec les membres des Cham-  
bres & c'est à elles-ci qui appartient  
le dernier mot.

Le gouvernement exerce son droit d'initiative  
en cette matière en préparant le budget.

Chaque année le ministre des finances,  
chargé de cette besogne, demande à  
ses collègues la note des crédits dont  
ils auront besoin pour l'exercice pro-  
chain. Chacun d'eux naturellement  
tâche d'emporter la part la plus grosse  
possible du budget & le ministre des  
finances a à dépenser son budget  
contre leurs exigences. Des transactions  
se font : les budgets crédits sont  
fixés & trouvent leur place au budget.

Alors le projet de budget  
est déposé sur le bureau de la Chambre  
des Représentés qui a le droit de priorité.

en cette matière. Il faut pour avoir  
formé ce projet en véritable loi le  
vote des deux Chambres. Mais il a  
pu subir bien des modifications pen-  
dant la discussion parlementaire.  
On voit combien est grande l'ingérence  
de notre commission du budget &  
combien aussi est exubérante en cette  
matière l'activité individuelle de  
nos députés d'arrondissements.

Il n'est pas rare de voir les  
demandes de crédits de ministres repoussées  
ou modifiées c.-à-d. réduites ou aug-  
mentées - les députés même usent  
de leur droit d'initiative pour créer  
de nouveaux crédits.

Le budget une fois voté est devenu loi.  
et les demandes de crédits sont à présent  
de vrais crédits - On peut donc définir  
le crédit budgétaire : l'autorisation donnée  
par les Chambres au pouvoir exécutif  
de faire une dépense en vue de tel  
service jusqu'à concurrence de ...

Le crédit lie le ministre qui ne peut  
dépenser la somme allouée, ni la consac-  
rer à une autre dépense, à un autre  
service que celui au vue duquel il a été  
voté.

Le ministre n'a plus qu'à faire la dépense,  
à l'ordonner conformément au crédit  
ouvert et à prouver aux Chambres dans  
ses comptes qu'il l'a fait ainsi.

On ne peut faire la nomenclature des  
crédits budgétaires : elle se trouve précisément  
dans la loi de finances annuelle & les

sauf d'article à article



qui lui sont annexés. Il serait peu  
intéressant d'ailleurs, si c'était possible,  
d'étudier ainsi au détail les 419  
chapitres de notre budget.

Mais les choses ne se passent  
pas tout à fait aussi régulièrement  
que nous venons de le montrer. De  
mauvaises prévisions, des évaluations  
inexactes ou rendues telles par les  
causes extérieures, des dépenses imprévues  
ou méfaires peuvent venir déranger  
l'équilibre du budget & nécessiter un  
supplément de dépenses.

On avait prévu par exemple une <sup>dépense</sup> ~~dépense~~  
de tant pour tel service, mettons  
pour l'acquisition des fourrages méfaires  
à l'alimentation des chevaux de l'armée.  
Par suite d'une sécheresse les fourrages  
renchérissent subitement. Néanmoins le  
service ne peut pas rester en souff.  
rance : il y aura donc un excédent  
de dépense. De même pour une dépense  
qui n'aurait pas même été prévue :  
ainsi une expédition militaire est méf-  
aire.

Voilà donc bien des causes de mo-  
difications au budget primitif. Com-  
ment ces dépenses seront-elles couvertes ?  
au moyen des crédits extrabudgétaires.

(Nous écartons du sens du mot  
~~crédit extrabudgétaire~~) Tout d'abord  
nous ne faisons pas entrer dans ce  
mot « crédit extrabudgétaire »  
les crédits ou plutôt l'argent obtenu

en dehors de toute règle. Nous voulons parler  
des contributions qui seraient levées  
sans avoir été consenties, votées.  
C'est ainsi que Napoléon I<sup>er</sup> en 1813 -  
1814 rendit deux Décrets par lesquels il  
ordonnait la levée des contributions que  
lui avait refusées le Corps législatif.

De même l'histoire de la guerre de  
1860 à 1866, lors du conflit entre  
les Chambres et le prince de Bismarck  
offre un second exemple de cette vio-  
lation du principe du vote de l'uni-  
fist.

Si les crédits extra budgétaires dont nous  
avons à parler ici ont quelque chose  
d'irrégulier, d'anormal, du moins ne  
sont-ils pas inconstitutionnels. Ils sont  
soumis à des règles, nous allons le voir.

Les crédits extra budgétaires sont de trois

sortes :

|   |                          |
|---|--------------------------|
| { | crédits extraordinaires  |
|   | crédits supplémentaires  |
|   | crédits complémentaires. |

Le crédit extraordinaire est le crédit  
nécessité par une dépense imprévue &  
urgente est. c. à dire le crédit nouveau,  
est encore le crédit nécessité par  
l'accroissement d'une dépense prévue  
quand cet accroissement provient  
d'une modification apportée au service  
en vue duquel le crédit avait été  
voté. C'est la définition que  
M. Dufrénot donnait déjà en 1854  
du crédit extraordinaire et qu'on retrouve  
dans la loi de Décembre 1877.



Le crédit supplémentaire résulte simplement d'une augmentation de dépense, mais d'une dépense prévue sans qu'il y ait eu modification du service.

Quant aux crédits complémentaires ce ne sont pas à proprement parler des crédits différents de ceux que nous venons de voir - ce sont des crédits supplémentaires ou extraordinaires suivant la distinction que nous venons de faire qui est ici particulière qu'ils sont ordonnés par décret & régularisés seulement par les Chambres lors de la loi de règlement de compte.

Ainsi il nous paraît bien que le budget primitif est exposé à des modifications postérieures. Nous savons comment y pourvoir, par des crédits supplémentaires, extraordinaires ou complémentaires - mais quelle est la procédure à suivre pour ouvrir ces crédits ? En principe on doit naturellement s'adresser aux Chambres. Le gouvernement leur expose les nécessités qui le forcent à recourir à ces mesures extraordinaires et fera sa demande de crédits - Ces crédits mis par les assemblées, souvent à force majeure, sont votés par les Chambres comme des crédits ordinaires & si lors leur position sera régularisée à la dépense sera légale & faite normalement.

Mais les Chambres françaises ne sont pas permanentes, ~~elles ne le sont même~~

lui va. s. il arriver si le besoin d. ces crédits  
extra budgétaires se fait justement sentir  
dans l'intervalle des reprois ?

La législation a beaucoup varié sur ce  
point. Jusqu'à la Restauration, c'est  
à dire la mise en pratique d'un vrai  
régime parlementaire les droits du gou-  
vernement sont oubliés ou fait.

Napoléon I. qui faisait voter son budget  
un bloc n'avait guère besoin de recou-  
rir à ces mesures.

Mais sous la Restauration les ministres  
sont liés véritablement par le vote  
des pouvoirs législatifs. La loi de  
mars 1817 défendait au ministre des  
finances de faire des dépenses additionnelles  
autrement que pour des cas extraordinai-  
res à urgents. Il lui fallait l'approba-  
tion du roi qui devait faire régula-  
riser les crédits par les Chambres le  
plus tôt possible.

En 1827 les ministres recevaient presque  
plein pouvoir pour les crédits supplémen-  
taires ; mais ils n'en abusent parce qu'ils  
avaient en même temps le droit de  
virement.

Mais sous le gouvernement de Guizot les  
ministres perdent le droit de virement  
à chapitre à chapitre et les crédits sup-  
plémentaires sont remis sur le même  
rang que les ~~crédits~~ <sup>crédits</sup> extraordinaires :  
il faut pour tous les deux l'approba-  
tion d'une loi dans le plus bref délai.

C'est à cette époque qu'on fait  
la distinction des services votés -



En 1834 on ne permet les crédits supplé-  
mentaires par simple ordonnance royale  
que pour les services votés. Mais ce donc  
que ces services votés ? On distingue dans  
le budget les dépenses invariables, fixes  
et les dépenses variables, qui font faire  
nécessairement quel qu'on soit le montant.  
Ce sont ces dernières qui ont reçu le  
nom de services votés, nom qui est im-  
propre à peu qualitatif. En Belgique  
où on a adopté ce système on se  
sert des mots beaucoup plus clairs de  
crédits limitatifs & crédits non limita-  
tifs. C'est pour les services votés seuls  
que l'ordonnance royale peut auto-  
riser un crédit en l'absence des Cham-  
bres.

Malgré ces restrictions n'empêchant pas  
les crédits extra budgétaires de se développer  
après on en ajoute une nouvelle :  
l'ordonnance qui autorise le crédit supplé-  
mentaire devra en même temps indiquer  
les motifs & moyens d'y faire face.

Sous l'Empire on pouvait croire  
que les dépenses extra budgétaires allaient  
diminuer, les ministres recourant  
la faculté de verser à chapitre  
à chapitre. Il n'en fut rien : ces  
crédits persistent & la législation s'aggrave  
même : les ministres recourent le  
droit de faire des dépenses extra bud-  
gétaires sans être astreints à les faire  
régulariser immédiatement par le  
pouvoir législatif, mais seulement  
par le règlement de compte définitif.

En 1861 Monsieur Fould renonce au droit  
d'ouvrir les crédits supplémentaires ; mais il  
gardait le droit de viement.

L'Assemblée nationale permit au gouvernement  
d'ouvrir les crédits supplémentaires par décret.  
Le droit de viement est enlevé aux ministres : on ne peut donc plus maintenant  
la prohibition d'ouvrir les crédits puisqu'il  
y a des cas où ces crédits sont absolument  
nécessaires.

Le droit est donc rendu au gouvernement,  
mais plus strictement limité que jamais.

Le gouvernement ne pourra ouvrir de  
tels crédits : 1<sup>er</sup> qu'en l'absence des Chambres,  
2<sup>o</sup> que par décret en Conseil

d'Etat -

3<sup>o</sup> après délibération en Conseil

des ministres -

4<sup>o</sup> Après avoir consulté la commission  
financière du budget -

5<sup>o</sup> Ratification soumise aux Cham-  
bres dans la première quinzaine de  
leur rentrée <sup>x 6<sup>e</sup></sup>

x 6<sup>e</sup> le droit indique les  
moyens.

7<sup>e</sup> ne pouvant donner lieu  
à ces crédits que les services  
votés -

Enfin la loi du 14 Décembre 1879 est  
venue confirmer ces principes, réviser  
les crédits supplémentaires & extraordinaires,  
prohiber l'ouverture de pareils crédits  
que par une loi, sauf en cas d'absence  
des Chambres et dans ce cas les procé-  
dure nombreuses que nous venons d'au-  
viser -

La restriction des services votés  
se retrouve dans la loi du 14 X<sup>o</sup> 1879.  
On trouve la nomenclature de ces



servir toute l'année au long dans un  
état annexé <sup>au projet</sup> à ~~la loi~~ du budget pour  
1883. Cet état est divisé en  
sections votées pour le budget ordinaire  
et pour les budgets annexes rattachés  
pour ordre au budget général.

Cette nomenclature est longue et comprend  
bien plus d'une centaine d'articles qui se  
répartissent entre les divers ministères.  
La plus longue liste est au ministère  
des finances : nous y trouvons la dette pu-  
blique, les intérêts de la dette flottante  
etc. Au ministère de la guerre ce  
sont les frais d'achat de grains & rations  
pour les hommes, de fourrages pour  
les chevaux - de même à la marine, frais  
de vivres.

Mais voyons d'après cette longue liste que  
le gouvernement a ouvert un vaste champ  
pour les crédits extra-budgétaires. Il  
se gêne d'autant moins qu'il n'y a pas  
de vraie sanction : la responsabilité  
ministérielle est peu sérieuse. Quel est  
le plus souvent le ministre aura le plaisir  
d'ouvrir longtemps lorsque les Chambres auront  
à s'occuper des crédits. Quant à la respon-  
sabilité financière, ~~autre son côté~~ ~~peu~~  
~~pratique~~ elle n'est pas non plus pratique.  
une fortune particulière serait rarement  
capable de suffire au remboursement  
des crédits. De plus les comptes sont  
réglés définitivement très-tard.

Ainsi le gouvernement n'est pas assez  
sûr et échappe trop facilement au  
contrôle du pouvoir législatif. Celui-ci  
serait d'ailleurs le plus mal venu à

reprocher l'abus des crédits extra budgétaires  
au gouvernement. En effet les députés sont  
tous les premiers à abuser de leur droit  
d'initiative. Grâce au système du budget  
de prudence adopté par nos législateurs  
il y a toujours un excédant considérable,  
de plus de 100 millions par an. Les députés  
ne pouvant s'empêcher de mordre à  
ce beau gâteau. Au lieu d'amortir notre  
dette énorme au fur et à mesure de l'acquiescement  
ce qui serait la parti sage, on aime  
mieux faire emploi de ces excédants,  
pour laisser son nom à quelque entreprise.  
C'est le propre du scrutin d'arrondissement  
de donner des députés disposés à négliger  
l'intérêt général. La première réforme à  
faire serait donc le rétablissement  
du scrutin de liste qui nous donnerait  
des législateurs économes, disposés à dégrever  
et à éteindre la dette.

La seconde réforme à faire serait l'adoption  
pour les évaluations budgétaires  
du budget de probabilité, du système  
anglais. On éviterait ainsi les excédants  
annuels si tentants à gaspiller.

Enfin il faudrait enlever aux députés  
le droit d'initiative en matière de crédits.  
Qu'en dira-t-on à la violation des droits des  
représentants? Est-ce qu'en Angleterre on  
n'aurait entendu dire que le pouvoir  
législatif était soumis au pouvoir exécutif?  
L'Angleterre ne passe-t-elle pas pour  
être le pays le plus libre d'Europe,  
alors où le Parlement est le plus grand  
pouvoir? Et cependant les membres

En êtes-vous sûr?



Les Communes n'ont pas le droit d'initiative en matière de budgets. Ils ne peuvent qu'annuler, réduire ou excepter les crédits que lui demande le gouvernement. Ils ne peuvent ni les augmenter, ni en créer de nouveaux.

Normalement ce serait des annulations de crédits qui devraient se présenter chaque année en fin d'exercice par suite d'économies faites sur la dépense. Au lieu de cela, en France, les crédits extrabudgétaires sont devenus réguliers, pour ainsi dire normaux. Il faut réagir contre cette tendance qui va se développant de plus en plus. Nous en avons indiqué les causes : évaluations trop lâches produisant nécessairement des excédents ; abus du droit d'initiative des députés. Les remèdes ont donc été faciles à trouver : substitution modérée du budget de probabilité au budget de prudence ; raffermissement du pouvoir du gouvernement sur le budget et pour cela privation du droit d'initiative en matière budgétaire pour les députés. M. Gambetta avait l'intention d'inscrire cette dernière réforme dans son programme - M. Léon Say semble poursuivre ou au moins viser l'accomplissement de la première : adoption du budget de probabilité qui aurait pour corollaire le report du commencement de l'exercice au 1<sup>er</sup> juillet, pour une plus juste évaluation des recettes. Les mesures déjà prises sont les restrictions

nombreuses apportées par la loi 14 X<sup>e</sup> 1879 à  
l'ouverture de ces crédits extra budgétaires -  
Enfin le changement du mode de sentir ensemble  
sans doute & la Chambre des Représentants plus envis-  
sées & plus soucieux de intérêts qu'étaient le  
pays.

Québec